

Belgique : A bas la monarchie, vive la République sociale !

mercredi 10 juillet 2013, par [LCR-SAP \(Belgique\)](#) (Date de rédaction antérieure : 5 juillet 2013).

Avec l'abdication d'Albert II, tous les politiciens, les vieux crocodiles comme Dehaene, De Croo et Verhofstadt en tête, se sont répandus dans les médias sur le rôle positif que la monarchie aurait joué selon eux pour éviter une révolte populaire lors de la Marche Blanche. Nous retenons surtout que le Palais a bien montré à cette occasion son rôle d'institution de dernier recours pour la classe dominante, lorsqu'elle est confrontée à un mouvement de masse qu'elle ne parvient plus à, contrôler. En montant au créneau à ce moment crucial, Albert réussit en effet à empêcher une profonde réforme de la police et de l'appareil judiciaire dans le sens de plus de démocratie, de contrôle et de transparence.

Nous n'avons pas oublié non plus le soutien d'Albert II à la politique d'austérité, notamment au Pacte des Générations, et son appui à tous les plans d'austérité ultérieurs, qui ont poussé des couches de plus en plus larges du monde du travail dans la précarité. Pas plus que son appel politique lancé en juillet 2011, dans lequel, passant au-dessus de la Constitution (comme son frère, quand il refusa de signer la loi sur la dépénalisation de l'avortement !), le monarque exhortait les citoyens à mettre les partis sous pression pour former au plus vite le gouvernement Di Rupo qui a donné une accélération majeure à la politique d'austérité.

Nous n'oublions pas non plus le coût énorme de cette monarchie, de ce clan des Saxe-Cobourg, famille de parasites sociaux qui, depuis 1830, s'enrichit sans scrupules sur le dos de la collectivité. En Belgique, bien sûr, mais aussi au Congo, pendant des décennies, sous les formes les plus odieuses et les plus brutales. La monarchie est une survivance de l'Ancien Régime. Sa suppression épargnerait au Trésor de coquettes sommes qui seraient bien plus utiles dans le domaine social.

Le Roi est souvent présenté comme le dernier ciment du pays, et même de la sécurité sociale. Le Premier ministre Di Rupo est devenu le spécialiste de ce discours, qui l'aide à vendre sa politique du "moindre mal". Eh bien pour nous, les décisions à prendre sur l'avenir ou non de la Belgique appartiennent à la population elle-même, pas à un chef d'Etat non élu. Quant à la Sécurité sociale, elle appartient aux travailleurs, elle doit donc être placée sous gestion ouvrière et son sort ne doit donc pas dépendre de celui de l'Etat.

Nous sommes partisans de la suppression de la monarchie, mais opposés à ce que le Roi soit remplacé par un Président. Nous sommes pour une République fédérale, démocratique et sociale, avec élection à la proportionnelle intégrale, parité hommes-femmes, des élu-e-s révocables qui touchent un salaire ne dépassant pas celui d'un travailleur qualifié, et la suppression du système des gouvernements de législature.

La monarchie au musée ! Il n'est pas de sauveur suprême, ni dieu, ni César, ni tribun !

Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Belgique

